

# U.N.E.F.

## *Débats politiques importants*

La première conclusion que l'on peut tirer de la dernière assemblée générale de l'U.N.E.F. est très positive : les débats politiques ont été, la plupart du temps, intéressants, bien posés, clairs et il semble que les différentes associations générales auront la possibilité d'alimenter ces mêmes débats, de se déterminer et de décider au prochain congrès de l'U.N.E.F. (Bordeaux, Pâques 65). Quelle sera la stratégie de l'U.N.E.F. à long terme, quelles en seront les conséquences à court et moyen terme ?

Quelles sont donc les oppositions politiques qui se manifestent à l'intérieur de la minorité de l'U.N.E.F. ? Quels sont les schémas politiques qui sous-tendent l'orientation des deux tendances qui s'opposent à l'heure actuelle (la tendance « apolitique » traditionnelle étant mise à part) ?

### De Dijon au 21 février 1964

**1** Le congrès de Dijon, tournant du mouvement étudiant, avait redéfini l'étudiant par rapport à son travail, à sa formation, à son devenir professionnel, à son statut socio-économique en replaçant l'Université dans le cadre économique qui est le sien (problèmes de la démocratisation de l'enseignement, en liaison avec la planification et le marché de l'emploi, la division sociale du travail...). De plus, un nouveau type de pratique syndicale avait été défini dans le sens d'une participation véritable de la base aux prises de décisions et surtout à l'élaboration la plus large et la plus constante possible par la plus grande masse. Les expériences, les enquêtes, les commissions devaient être

généralisées au niveau le plus bas, c'est-à-dire au niveau de l'amphithéâtre. L'U.N.E.F. se voulait un syndicat de masse, c'est-à-dire non pas que tous les étudiants prennent conscience spontanément de telle ou telle situation, mais que l'U.N.E.F. soit capable d'intervenir parmi tous les étudiants et de leur faire prendre conscience de leur situation dans l'Université et dans la nation.

Or, l'U.N.E.F. a été confrontée, depuis Dijon, à un certain nombre d'échecs objectifs (baisse de cartes, corporatisme à la base compensée par une politisation artificielle au sommet, échec de l'occupation de la Sorbonne...).

Cet échec de l'U.N.E.F. est d'ailleurs l'échec de l'ensemble de la gauche : les luttes sociales importantes attendues n'ont pas eu lieu, le pouvoir est resté plus autoritaire que jamais, l'évolution des partis politiques et en particulier du P.C.F. ne se manifeste toujours pas, les problèmes de l'unité n'ont pas avancé.

### Le pari de l'U.N.E.F.

A partir de ces constatations, une tendance majoritaire actuellement et certains de ses leaders contestent la possibilité pour l'U.N.E.F. de pouvoir porter son combat contre la technocratisation et l'industrialisation de l'Université voulue par le pouvoir et la possibilité de se battre pour des réformes structurelles de l'enseignement dont les principes de base ont été définis dans le manifeste de l'U.N.E.F. Un tel combat ne peut qu'entraîner, à l'heure actuelle, soit une minorisation politisée du syndicat (« une marxisation »), soit une intégration rapide au système politique et économique existant, ce combat aboutissant à un corporatisme généralisé à la base, c'est-à-dire à un essai de

rationalisation de l'Université par des réformes partielles sans contenu politique véritable.

Cette analyse consiste à dire que l'U.N.E.F. a engagé un « pari » qu'elle a perdu et qu'il s'agit désormais de faire en sorte qu'elle redevienne « l'organisation de masse » qu'elle était il y a quelques années, qu'elle est condamnée à n'avoir qu'une stratégie défensive, que le syndicat étudiant doit attendre une évolution des forces démocratiques et les mutations économiques importantes qu'il y aura aux environs de 1970 (mutations économiques à l'échelle de l'Europe, entrée massive dans l'économie des cadres moyens et des techniciens supérieurs qui feront naître dans les structures économiques et sociales du pays des heurts et des blocages importants du fait de leur sous-formation, de leur intégration dans le système néo-capitaliste, dont ils ne seront que les exécutants, couche sociale dont l'importance future est considérable).

### **L'U.N.E.F. « groupe de pression »**

A court et moyen terme, cela signifie que l'U.N.E.F. aura une stratégie défensive, que toute réflexion et analyse autonome sont condamnés à disparaître. L'U.N.E.F. ne sera pas le syndicat qu'elle voulait être, elle sera peut-être antigauilliste, ce qui peut aboutir à une manipulation de la base non consciente et sans pratique véritable par le sommet politisé. L'U.N.E.F. s'est heurtée au mur du préalable politique, qui est le résultat d'une analyse par ailleurs profondément anti-syndicale, qui consiste à dire qu'il faut attendre la chute du régime pour que le syndicat puisse voir ses revendications satisfaites.

L'U.N.E.F. rassemblera le plus d'étudiants possible sous des revendications très traditionnelles pour refaire « l'unité du mouvement ». Elle redeviendra le « groupe de pression » qu'elle était ; elle sera l'une des « courroies de transmission » des partis de gauche qui se refusent de poser les vrais problèmes du passage au socialisme. Elle

pratiquera une certaine politique intersyndicale, par ailleurs inefficace, préalable elle aussi à toute action de masse du mouvement étudiant. Cela entraîne une prise de pouvoir à l'U.N.E.F. des corporatistes et des étudiants suivistes par rapport au P.C.

L'axe de cette politique consiste à dire que toute stratégie fondée sur une lutte pour des réformes de structures est certainement fondamentale pour les luttes à venir, mais dangereuse maintenant du fait de la position défensive des forces démocratiques. Cette affirmation « est incohérente », il est « fondamentalement contradictoire de lutter pour le socialisme aujourd'hui sans lutter déjà et en même temps, ici et maintenant, là où nous sommes, sur les lieux d'apprentissage et de travail, pour la transformation de toutes les structures sociales » (1).

Certains plus pessimistes (« Nihilisme politique de Marc Kravetz et de ses amis ») (1) poussent cette analyse à un tel point qu'il leur semble que l'apolitisme du milieu va entraîner à l'U.N.E.F. une prise de pouvoir des « majos traditionnels », une minorité de l'U.N.E.F. restant politisée et « attendant son heure ». (Il y a, par ailleurs, possibilité de passage à moyen terme d'une direction corporatiste à une direction « apolitique ».)

(Il existe une troisième voie que d'aucuns qualifient d'imaginaire, c'est celle de la disparition de l'U.N.E.F. A cet égard, il serait bon de méditer sur l'avenir de la « Zengakuren » (Union nationale des Etudiants japonais) qui fut capable, il y a quelques années, de mettre cent mille étudiants offensifs dans la rue, et même de faire démissionner un Premier ministre, en manifestant contre le traité nippo-américain de défense, qui fut pour eux leur « guerre d'Algérie ». A l'heure actuelle, la Zengakuren, après un essai d'orientation sur les problèmes universitaires, est divisée en multiples sectes et tendances, trotskystes... La Zengakuren a désormais disparu de la vie politique.)

Une telle analyse a conduit le bureau de l'U.N.E.F. à démystifier la plate-

forme revendicative qu'il avait élaborée et que l'assemblée générale avait adoptée la veille avec une certaine majorité. La possibilité actuelle pour l'U.N.E.F. de poser les problèmes du statut et de la fonction sociale de l'étudiant, à partir de la revendication de

l'allocation d'études, et par là même de créer un rapport de forces favorable, est nulle ; soit par l'apolitisme du milieu, soit parce que le mouvement n'en veut pas.



« De l'Université libérale à l'Université technocratique... » (Ci-dessus, la nouvelle Faculté de Droit de Strasbourg.) Photo A.F.P.

## Structures de formation et structures économiques

**2** Cette analyse générale de l'U.N.E.F. est contestée par la « tendance minoritaire » (Rennes, E.N.S.).

Outre le caractère pessimiste, voire sentimental, de l'analyse majoritaire qu'elle dénonce, la « tendance minoritaire » fonde sa stratégie syndicale offensive sur les schémas suivants :

Que le milieu soit apolitique, non sensibilisé, cela est concevable dans la situation actuelle. Cela dit, il ne s'agit pas de vouloir faire en sorte que l'étudiant de base, voire l'adhérent, fasse le cheminement de la pensée politique qu'a fait l'U.N.E.F. depuis Dijon 63. Il s'agit de considérer que l'avance politique de l'U.N.E.F. est acquise définitivement, et qu'il faut partir de cet acquis.

Si le milieu est non politisé, cela est dû en grande partie aux rapports < qui existent >, à l'heure actuelle, entre la

formation reçue et la profession future, entre l'Université et l'Economie, entre une industrialisation progressive de l'Université et l'évolution de l'économie dans le sens du néo-capitalisme. Face à cette situation, le syndicat a pour rôle d'intervenir politiquement, en posant directement les rapports qu'il y a entre structures de formation et structures économiques. Il ne s'agit pas de compenser, par une politisation artificielle, un apolitisme de la base, il s'agit d'intervenir à tous les niveaux de formation, en particulier dans l'amphithéâtre, pour poser les vrais problèmes ressentis par le milieu, imposés au milieu (Plan Fouchet).

Le rôle du syndicat étudiant, selon la « tendance minoritaire », est, dans la situation politique actuelle, d'intervenir dans le sens d'une transformation du système d'enseignement supérieur, sur les problèmes de contenu, de méthodes, de réformes de structures de cet enseignement et ceci pour élever le niveau de conscience du milieu et lui

permettre d'être armé pour réagir face au système socio-économique qui s'installe.

### **Les contradictions de l'Université**

Cette prise de conscience est, par ailleurs, facilitée par les contradictions qui existent entre « l'Université libérale » et « l'Université technocratique », entre la « nécessité de développer au maximum l'esprit critique des ingénieurs et des chercheurs, condition *sine qua non* d'une évolution rapide des techniques, et la nécessité d'éviter les réactions critiques des cadres de l'économie, de peur qu'ils n'exercent leur esprit d'analyse sur des structures sociales qu'ils risqueraient de mettre en cause. De même, il y a contradiction entre le caractère de compétition individuelle que prend l'activité humaine dans une société de profit, et le développement nécessaire à tous les niveaux du travail en équipe et de la prise de décisions collégiales » (2).

Tel doit être le sens de l'intervention du syndicat à la base, par une exploitation, entre autres choses, des tenants et des aboutissants du Plan Fouchet, par une pratique universitaire de base (à préciser par ailleurs au prochain congrès d'une manière plus scientifique) qui nous permette de poser les problèmes du contenu de l'enseignement, de formation de l'étudiant. Une telle intervention, dans le sens défini précédemment, permet d'éviter la politisation artificielle et les déviations corporatistes déjà constatées.

### **La revendication de l'allocation d'études**

« Le statut socio-économique de l'étudiant est, dans une grande mesure, la résultante du statut de travail de l'étudiant et notre intervention doit prendre pour objet central le travail que fait l'étudiant, son contenu et ses méthodes. » L'échec partiel de l'U.N.E.F. n'est pas l'échec d'une politique, c'est l'échec d'une certaine « pratique » au niveau le plus bas

(problèmes de la participation, formation-recherche). C'est aux A.G.E. en face d'un choix politique clair, de développer au maximum leur pratique d'ici le congrès de manière à pouvoir préciser leurs formes d'intervention et leurs contre-propositions.

Dans un tel contexte politique, l'action revendicative axée sur l'allocation d'études ne peut être que conjoncturelle (passage au Parlement de différents projets de loi sur l'allocation d'études, préparation par le pouvoir d'un éventuel projet de prestation d'études). Elle ne peut être en aucun cas l'occasion d'une épreuve de force de l'U.N.E.F. face au pouvoir. La revendication n'est réaliste que dans la mesure où l'U.N.E.F. est capable de créer un rapport de forces favorable, or il est évident que d'ici deux mois il n'en sera rien. (On peut affirmer que l'assemblée générale a voulu compenser son impuissance relative, dans la situation actuelle, par un volontarisme qui fut, par la suite, dénoncé.)

Tels sont les choix à moyen et long terme qui se posent pour le syndicat étudiant, choix qui correspondent peut-être à une mutation du syndicat (passage des problèmes strictement universitaires aux problèmes d'orientation de l'économie). Il est nécessaire que nous prenions tous conscience de l'importance qu'il a pour toute la gauche qui se refuse à prendre trop au sérieux les débats actuels de l'U.N.E.F.

Si l'U.N.E.F. abandonne son orientation, qu'elle s'est choisie depuis Dijon, on peut dire que c'est aussi l'échec de la gauche qui, par son impuissance et son refus de poser les vrais problèmes, aura asphyxié le mouvement étudiant.

**Jean-Claude Gillet.**

(1) « Pour une nouvelle éducation politique » : Un nihilisme politique, par Georges Lapassade, « Combat » du 10-1-65.

(2) Bulletin n° 3 de l'Union des Grandes Écoles : « Action syndicale ou agitation politique ».